

# « Les femmes, victimes du fédéral »

## SOCIAL Critiqué, le gouvernement reconnaît certains effets pervers

► Syndicats et associations ont défilé à Bruxelles contre des mesures du fédéral, qui touchent les femmes plus durement.  
► Le gouvernement reconnaît des problèmes en matière de pension et allocations de revenu garanti.

Les syndicats, l'opposition et les mouvements de défense des droits des femmes ont la dent dure contre le gouvernement Michel. Ils l'ont fait savoir ce jeudi, lors d'une manifestation qui a réuni 1.800 personnes dans les rues de Bruxelles. Les doléances sont nombreuses et convergentes. Les voici, avec la réponse du gouvernement.

**1 La suppression de l'allocation de garantie de revenus.** Le gouvernement Michel a réduit l'allocation de revenu garanti. Il s'agit d'un montant versé par l'Onem, que perçoivent les personnes qui occupent un emploi à temps partiel. L'objectif est de rendre leur revenu plus attrayant que le chômage pour les inciter à accepter un emploi, même à temps partiel. Le gouvernement fédéral a réduit cet avantage, en diminuant le plafond de salaire y donnant droit, en réduisant son montant pour les cohabitants, et en réduisant l'allocation de moitié dès 2017. Le CDH indique que 78,4 % des bénéficiaires de cette allocation sont de femmes. Le PS ajoute que les pertes peuvent monter à plusieurs centaines d'euros par mois. Selon la FGTB, 50.000 personnes seraient concernées. Le vice-Premier ministre Kris Peeters reconnaît le problème. « Je suis parfaitement conscient du fait que la réduction de moitié du complément a un impact important sur le revenu de ces travailleurs à temps partiel. De plus, il s'agit ici principalement de femmes isolées avec enfants à charge », indique-t-il. La mesure ne sera pas retirée, mais le ministre va demander à l'Onem de suivre la situation pour éviter que des femmes soient dans une situation où l'allocation de chômage deviendrait plus inté-

ressante pour elles, ce qui pourrait amener à ce que « la demande de travailleurs à temps partiel sur le marché ne soit pas satisfaite. » Kris Peeters a également livré des chiffres qui tendent à démontrer que le nombre de personnes qui touchent cette allocation est en baisse. « Fin 2014, on comptait 51.214 travailleurs bénéficiant d'une allocation de garantie de revenus. Le 30 avril 2015, ils étaient 38.838. Au total, 29.413 femmes en bénéficiaient à ce moment. »

**2 La réforme des pensions.** Une autre critique qui revient au PS, au CDH, dans les syndicats et mouvements comme Vie féminine concerne la réforme des pensions. L'âge légal a été porté à 67 ans. Bon nombre de travailleurs pourront encore quitter le marché du travail avant cet âge, notamment parce qu'ils ont une carrière longue, mais, pour les opposant à cette réforme, les femmes en seraient exclues et devront donc travailler massivement jusqu'à 67 ans. « Une étude de l'office national des pensions montre que les femmes ont des carrières bien plus courtes que les hommes. Très peu de femmes

pourront donc accéder à la pension anticipée. Elles devront donc travailler jusqu'à 67 ans. », indique le PS. La FGTB a aussi fait ses calculs. « La pension anticipée n'est possible qu'à partir de 63 ans et 42 ans de carrière. Lorsqu'on sait que la carrière moyenne des femmes en Belgique est de 34 ans, il est évident que les mesures du gouvernement poussent les femmes dans la précarité. » La secrétaire d'Etat à l'égalité des chances, Elke Sleurs (N-VA) a réagi au nom du gouvernement fédéral, jeudi. Elle concède que les femmes ont des carrières plus courtes. « Il existe effectivement un retard historique dans la constitution des droits à la pension. Mais la durée de la carrière des femmes est en augmentation constante. Nous nous trouvons dans une période transitoire. Cet élément sera pris en compte dans la réforme globale des pensions à laquelle le gouvernement travaille. »

**3 Le saut d'index.** Pour la FGTB, les femmes seront davantage frappées par le saut d'index. « Sachant que les femmes subissent un handicap salarial par rapport aux hommes et occupent pour beaucoup un emploi à temps partiel, elles subiront davantage les conséquences du saut d'index », indique le syndicat socialiste. Vie féminine a, de son côté, chiffré l'écart salarial entre hommes et femmes : il serait de 22 %. Pour la secrétaire d'Etat Elke Sleurs, dire que les femmes sont pénalisées par le saut d'index est faux. « Les bas salaires ont droit à une réduction de charges supplémentaire, ce qui va augmenter leur salaire net et leur pouvoir d'achat. En outre, le saut d'index est corrigé socialement et a été conçu pour diminuer l'écart salarial (avec les pays voisins, NDLR). Cela permettra de doper la croissance économique, de créer davantage de bien-être et d'emplois. Et davantage d'emplois, c'est moins de pauvreté. »

**4 La réforme des crédit-temps.** Une dernière salve de remontrances concerne le crédit-temps. Le gouvernement a décidé de cesser d'indemniser les personnes qui optent pour une pause carrière sans motif. Les crédit-temps sans motif ne seront d'autre part plus pris en compte dans le calcul de la pension. Le fédéral a aussi reculé de cinq ans l'âge du crédit-temps de fin de carrière. Pour le

CDH, la suppression de l'allocation de crédit-temps sans motif va toucher particulièrement les femmes. « Elles recourent plus largement à cette formule afin d'adapter leur rythme de vie à l'évolution de leur vie privée. Pour rappel, les femmes représentent 77 % des bénéficiaires de crédit-temps à temps plein et 62,6 % à temps partiel. » La secrétaire d'Etat Elke Sleurs assume. « Il est logique que le crédit-temps sans motif ne soit plus comptabilisé parce qu'il était souvent utilisé pour partir en voyage, par exemple. En revanche, le gouvernement étend le crédit-temps avec motifs, et parmi ces motifs figure le fait de s'occuper de ses enfants. Les possibilités sont donc élargies », indique la secrétaire d'Etat. ■

BERNARD DEMONTY

## REPORTAGE

**« Ensemble, on est plus fortes »**

« Soit on marche, soit on crève ! », s'exclame une manifestante. Jeudi, elles étaient plus d'un millier à crier leur colère sous un soleil radieux dans les rues de la capitale. Le cortège de la FGTB a donné de la voix en marchant de la place Saint-Jean à la Tour des Finances sur le temps de midi. Le syndicat réclame plus de respect et d'égalité envers les femmes. Dans la foule, beaucoup de femmes, bien sûr, mais aussi des hommes venus défendre « leurs sœurs, leurs mères et leurs filles ».

A deux pas du Jardin botanique, on entend des sifflets, des voix amplifiées par les parlophones et le bruit des klaxons. Autour de la petite scène montée pour l'occasion, elles sont plusieurs centaines à écouter les discours des responsables syndicaux. On lit sur leur visage la détermination qui les unit. « On a toutes perdu une journée de salaire en venant ici. Mais c'est pour la bonne cause, pour notre avenir et celui de nos enfants. » « On réclame des temps-pleins pour chaque femme, car ce n'est pas le cas aujourd'hui ! Depuis la crise, notre situation économique à nous, les femmes, n'a fait que s'ag-

graver », lâche l'une d'elles. En cause notamment, l'écart salarial entre les sexes : « Les hommes gagnent encore 20 % de plus que les femmes et cela a un impact sur leur pouvoir d'achat. » Et le saut d'index décidé par le gouvernement Michel n'est pas fait pour arranger les choses : « Une nouvelle mesure par-ci, une autre par-là et bien évidemment, aucune ne nous est favorable. »

Une autre préoccupation des manifestantes est l'avenir des jeunes femmes qui arriveront sur le marché du travail après leurs études. « Aujourd'hui, il y a des jeunes qui doivent habiter dans un kot car leur salaire ne leur permet pas de louer autre chose que ça ! C'est aussi ça la situation aujourd'hui », confie une manifestante à la fin du parcours, son drapeau replié sous le bras.

Catherine Boel, secrétaire générale wallonne et picarde du Setca (où 70 % des membres sont des femmes), a également battu le pavé bruxellois. Au pied de la tour des Finances, une fois les sifflets et les parlophones rangés, elle confesse son amertume envers le gouvernement Michel. « Il leur faut des bras et moins de têtes. Mais on ne se laissera pas faire car ensemble, on est plus fortes ! »

G.L. (ST.)